

Envoyé en préfecture le 20/11/2023

Reçu en préfecture le 20/11/2023

Publié le 20 NOV. 2023

ID : 071-217104454-20231117-DEC_67_2023-AU

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-MARCEL

DEC- 67-2023

RÉTROCESSION D'UNE CONCESSION CINÉRAIRE

CAVURNE N°34

Raymond BURDIN, Maire de la commune de Saint Marcel,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 25 mai 2020 me donnant délégation pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

Vu l'arrêté n° ADM - 110/2016 du 14 octobre 2016, relatif au règlement des cimetières,

Vu la concession de type « cavurne » délivrée le 28 janvier 2013, à pour une durée de 30 ans, moyennant la somme de 430,52 €,

Considérant que _____ a justifié de sa qualité de fondateur de la concession cinéraire,

Considérant la demande formulée le 12 novembre 2023 par titulaire du cavurne n°34, situé dans le cimetière paysager, rue Fontaine Melon, aux fins de rétrocéder à la commune, à titre onéreux, cette concession,

Considérant que ce cavurne est doté d'un monument gravé et que souhaite en faire don à la commune afin que celle-ci en dispose librement,

Considérant que les conditions de rétrocession prévues par la jurisprudence en vigueur sont respectées,

Considérant qu'il y a lieu de prononcer la rétrocession de cette concession,

D É C I D E :

Article 1^{er} : La demande de rétrocession de concession cinéraire présentée par _____, fondateur de la concession « cavurne n°34 », situé dans le cimetière paysager, rue Fontaine Melon, est acceptée.

Article 2 : Le don du monument cinéraire gravé est accepté afin que la commune en dispose librement.

Article 3 : Le montant de la rétrocession de la concession à rembourser à s'élève à 191,33 €

Article 4 : La Directrice Générale des Services de la Mairie de Saint-Marcel est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera affichée.

Article 5 : Cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à dater de sa notification.

Fait à Saint-Marcel, le 17 novembre 2023

Maire,

Signé : Raymond BURDIN

Pour copie conforme,
Raymond BURDIN
Maire,